

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 15/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOBELOC**

ZA Ouest Les Fontaines Chaudes  
78660 Ablis

Code AIOT : 0006511836

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2025 dans l'établissement SOBELOC implanté ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 Ablis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle a été mené de façon inopinée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOBELOC
- ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 Ablis
- Code AIOT : 0006511836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOBELOC-AUTIN emploie actuellement un effectif de 15 personnes.

Les installations du site d'Ablis accueillent différentes activités à savoir :

- la réception de déchets de métaux ferreux et non ferreux, tri et regroupement ;
- la réception de déchets issus d'activités économiques (DAE) et tri, regroupement par famille : bois, papiers, cartons, gravats, déchets ultimes (résidus non triables) ;
- l'exploitation d'une presse-cisaille de métaux ferreux ;
- la dépollution de VHU.

## **Thèmes de l'inspection : AN25 VHU**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L.541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R.543-155 (II)	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant exerce son activité de gestion des véhicules hors d'usage (VHU) de façon régulière. L'équipe d'inspection n'a pas relevé de manquement dans la conduite de cette activité que ce soit en matière d'exploitation des installations ou de gestion administrative.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Obligation de contractualisation avec un éco-organisme**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L.541-10-26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui montrer sur le terrain le circuit de traitement d'un véhicule hors d'usage pris en compte par l'établissement. L'exploitant guide l'équipe d'inspection à travers le site en passant par le pont-bascule (pesage du véhicule), la zone de stockage avant traitement, la zone de traitement (dépollution) et la zone de stockage après traitement. L'équipe d'inspection ne constate pas d'opération illicite.  Lors du contrôle, l'exploitant déclare ne pas être en mesure de dire si un contrat a été passé avec un éco-organisme ou avec un système individuel, la personne en charge de l'administration étant en congé jusqu'au 18/08/2025. L'équipe d'inspection qui a conduit le contrôle de façon inopinée

<p>consent, pour obtenir une réponse, à attendre le retour de cette personne.</p> <p>Au retour de cette dernière, un contrat signé avec l'éco-organisme RECYCLER MON VEHICULE est transmis par courriel du 25/08/2025 (le contrat fait état d'une signature par l'éco-organisme le 18/12/2024 et d'une signature par l'exploitant le 25/08/2025).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le paragraphe 6.5 <i>Système d'information et traçabilité</i> du contrat précise que ce dernier est automatiquement résilié sous 6 mois si le centre VHU n'est pas parvenu à se conformer à l'obligation de traçabilité (i.e. à relier les systèmes d'information des deux contractants). Afin de s'assurer de la pérennité du contrat transmis, l'exploitant justifiera au terme des 6 mois (i.e. à compter du 25/02/2026) que l'obligation de traçabilité requise est assurée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Obligation de reprise sans frais

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R.543-155 (II)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique ne pas faire payer la prise en charge des véhicules hors d'usage, il déclare plutôt racheter les véhicules hors d'usage au poids à un collecteur ou aux particuliers. Dans ce dernier cas, il explique que des frais d'enlèvement du véhicule hors d'usage sont néanmoins appliqués s'il doit aller chercher le véhicule hors d'usage pour le ramener dans l'établissement.</p> <p>L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage en sélectionnant le dossier du véhicule hors d'usage immatriculé 126BCT92 et constate que les éléments de ce dossier, à savoir une facture d'enlèvement et une carte grise portant la mention "<i>cession du véhicule pour destruction</i>", corroborent les déclarations de l'exploitant : pas de facturation pour traitement .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection demande à contrôler la bonne saisie du véhicule immatriculé 126BCT92 dans le système d'information Trackdechets. La personne en charge de l'administratif pour l'exploitant étant en congé jusqu'au 18/08/2025, l'exploitant n'est pas en mesure de procéder à une extraction du bordereau de suivi de déchet (BSD). L'équipe d'inspection qui a conduit le contrôle de façon inopinée consent, pour obtenir une réponse, à attendre le retour de cette personne. Au retour de cette dernière, il est précisé par courriel du 25/08/2025 qu'aucun BSD concernant ce véhicule n'a encore été produit. En effet, ce véhicule étant directement cédé par un particulier et se trouvant encore dans l'établissement dans l'attente qu'un lot de carcasses soit constitué pour enlèvement, aucun BSD n'est requis à ce stade. L'équipe d'inspection n'est pas en mesure de constater de manquement relativement à ces prescriptions.  Pour mémoire, il avait été constaté lors de l'inspection réalisée sur le site du 25/01/2024 que l'exploitant utilisait Trackdechets (cf fiche n°4 de cette visite précédente).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite